

## Etablissement public du Parc national des Calanques

### Décision individuelle

N°2018-049

**Pétitionnaire :** M. DAVID Michel – Lieutenant de Louveterie  
**Nature de la demande :** Tirs d'élimination de sangliers  
**Localisation :** Ville de Marseille (Parc des Bruyères, Nord Perasso)

#### Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 331 4-1 ;

Vu le décret n° 2012-507 modifié du 18 avril 2012 créant le Parc national des Calanques et notamment ses article 6 et 9 ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCOeur) et notamment ses MARCOeur 10 et 19 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

**Vu** l'arrêté préfectoral permanent n° 13-2017-01-04-006 du 4 janvier 2017 portant autorisation aux Lieutenants de Louveterie des Bouches du Rhône de détruire tout au long de l'année les sangliers dangereux pour les personnes et les biens dans le département des Bouches du Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014356-0008 du 24 décembre 2014 portant nomination des Lieutenants de Louveterie dans le département des Bouches du Rhône pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2019 ;

Vu l'autorisation de la ville de Marseille n° 2018\_00477\_VDM en date du 6 mars 2018

Considérant que la surabondance des sangliers dans le Parc national des Calanques entraîne des déséquilibres écologiques ;

Considérant les dégâts signalés par les riverains de l'interface habitée ;

Considérant les observations d'une surconcentration de sangliers sur certains secteurs de l'interface ville nature par les personnels du Parc ;

Considérant le signalement des dégâts par les services de la Ville de Marseille sur la partie basse du Parc des Bruyères ;

Considérant qu'une opération de régulation est nécessaire pour maintenir la sécurité des usagers ;

Considérant l'échec des mesures alternatives non létales ;

Considérant les modalités recommandées par le conseil scientifique de l'établissement public du Parc national des Calanques pour l'élimination d'espèces abondantes;

## ARRETE

### Article 1 : Régulation

Des opérations de régulation des populations de sangliers (*Sus scrofa*) sont organisées par le Parc national des Calanques en cœur de Parc, au moyen de tirs d'élimination réalisés de jour ou de nuit dans les conditions fixées aux articles suivants.

### Article 2 : Bénéficiaire de l'autorisation

Les tirs d'élimination seront effectués par le Lieutenant de Louveterie Monsieur Michel DAVID.  
Le Lieutenant de Louveterie pourra être accompagné d'une personne de son choix, qui n'est pas autorisée à effectuer des tirs.

### Article 3 : Périmètres

Les tirs d'élimination sont autorisés dans les périmètres définis à l'annexe 1 de la présente décision.

### Article 4 : Modalités

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. Les tirs d'élimination portent sur un groupe de sangliers identifiés sur les secteurs identifiés en annexe 1 ;
2. Pour chaque opération de régulation, le Lieutenant de Louveterie doit être porteur de la présente décision ; il doit informer la ville de Marseille et le Parc national des Calanques ([chasse@calanques-parcnational.fr](mailto:chasse@calanques-parcnational.fr)) de sa présence vingt-quatre (24) heures avant le début des opérations ;
3. Toutes les conditions de sécurité relatives au tir d'élimination doivent être réunies ;
4. Les résultats des opérations de tirs devront être aussitôt communiqués aux services du Parc national des Calanques, au plus tard vingt-quatre (24) heures après la fin de celles-ci ;
5. Compte tenu de la fragilité des sites, les règles applicables en cœur de Parc, notamment l'interdiction de fumer et les conditions d'accès au massif en fonction du risque d'incendie, devront être rigoureusement respectées.

### Article 5 : Devenir des animaux abattus

En application de l'article 6 de l'arrêté préfectoral permanent n° 2013357-0004 du 23 décembre 2013, les carcasses des animaux abattus seront

1. Soit remises, sous la responsabilité administrative de la Ville de Marseille contre récépissé, à des œuvres locales de bienfaisance, à charge pour celles-ci de faire réaliser les contrôles sanitaires imposés par la réglementation ;
2. Soit récupérées par le détenteur du droit de chasse du lieu de l'opération pour sa seule consommation privée, à charge pour lui de faire réaliser les contrôles sanitaires réglementaires. Ces carcasses ne devront en aucun cas faire l'objet d'une transaction commerciale.
3. Soit traitées par une entreprise d'équarrissage agréée par l'état, sous la responsabilité administrative et aux frais de la commune où a lieu l'opération de régulation, la Ville de Marseille pour le cas présent.

### Article 6 : Période

La présente autorisation est délivrée pour la période calendaire située entre le 5 mars et le 31 avril 2018.

#### **Article 7 : Autres réglementations**

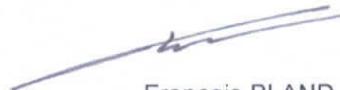
La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne substitue pas aux autres autorisations nécessaires, ainsi qu'aux obligations du Lieutenant de Louveterie

#### **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : [www.calanques-parcnational.fr](http://www.calanques-parcnational.fr)).

À Marseille, **06 MARS 2018**

Le Directeur



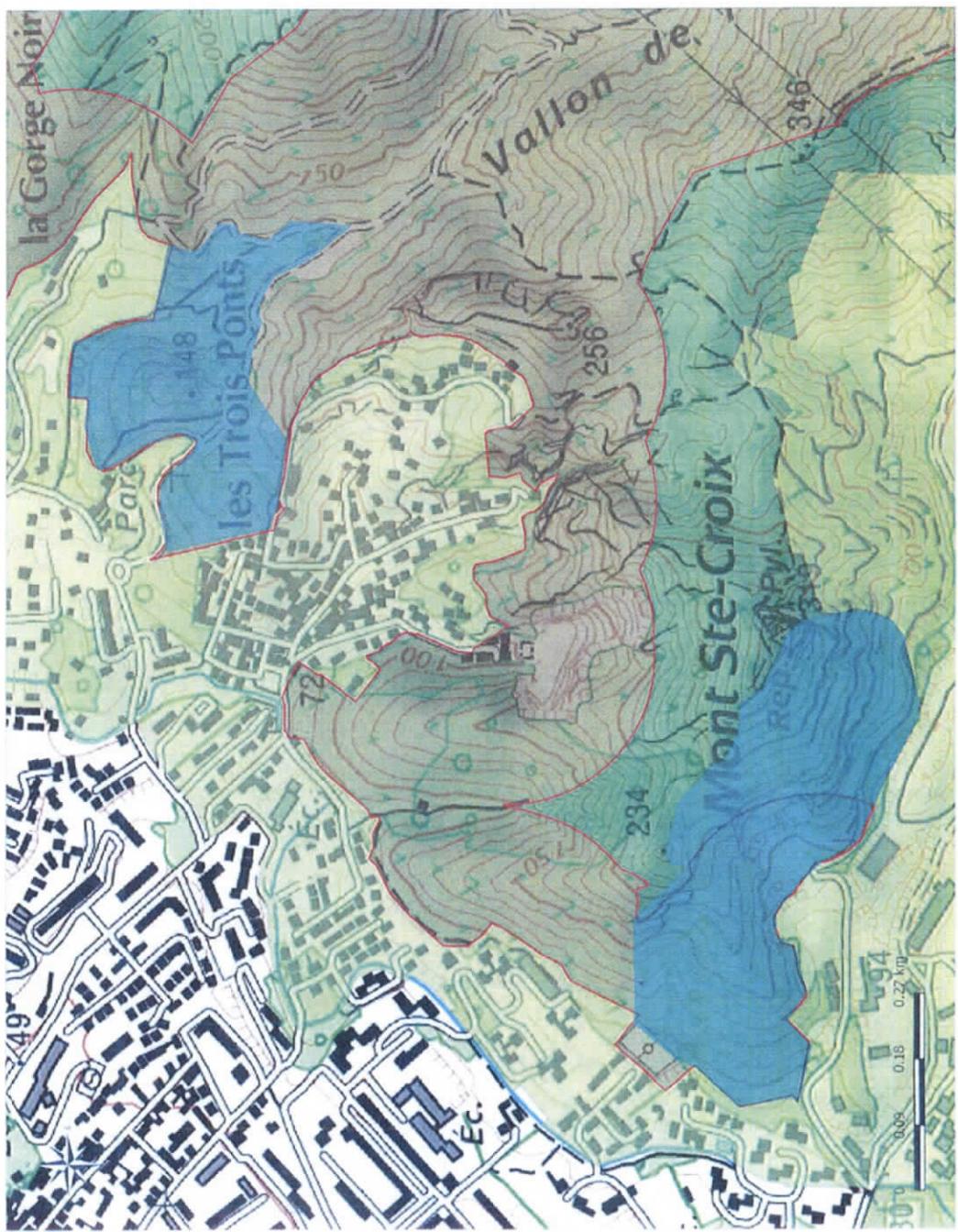
François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.

- Copie : - Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
-Police Nationale  
-Office National des la Chasse et de la Faune Sauvage  
-Office National des Forêts  
-Ville de Marseille  
-Police Municipale



### Zones autorisées en tir sélectif



- Zones de régulation
- Zone de non chasse
- PNCAL\_PERIMETRES\_2014
- COEUR TERRESTRE
- AIRE ADHESION

Realisation : © PnCAl, mars 2018  
 Sources :  
 Fond cartographique :